MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BRASILIA

Semaines du 19 au 25 novembre 2021

LE CHIFFRE À RETENIR

35

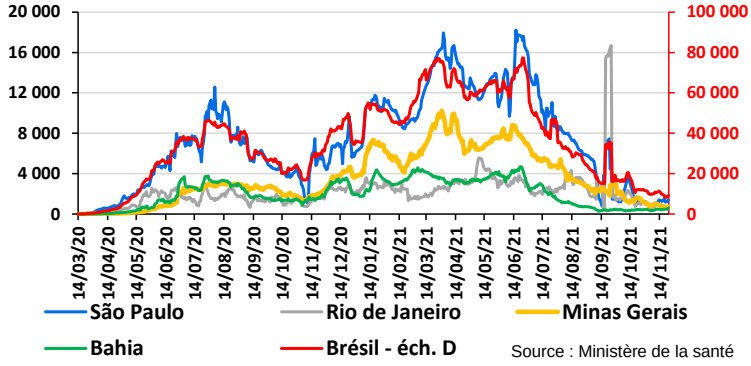
Les 1% les plus riches ont un revenu 35 fois plus élevé que les 50% les plus pauvres au Brésil en 2020.

Résumé :

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- Le gouvernement ajuste ses prévisions de croissance et d'inflation pour 2021 et 2022, désormais plus pessimistes.
- La création de l'aide d'urgence n'a pas empêché une baisse du revenu moyen en 2020 mais a contribué à réduire les inégalités de revenus.
- Evolution des marchés du 19 au 25 novembre 2021.
- Figures de la semaine : statistiques socioéconomiques de l'enquête *PNAD Contínua 2020* de l'IBGE.

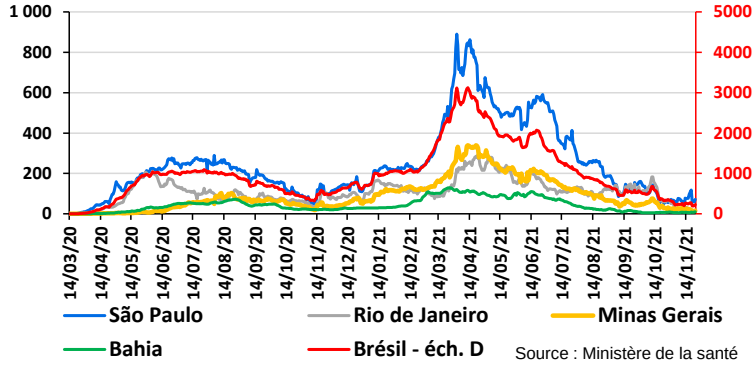
Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.

Nouveaux cas par jour (moyenne hebdomadaire)



Source : Ministère de la santé

Nouveaux décès par jour (moyenne hebdomadaire)



Source : Ministère de la santé

Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 8 473 nouveaux cas de Covid-19 et 197 décès par jour (contre 11 075 et 262 la semaine précédente). Au 24 novembre, le Brésil compte au total 22 M cas de contaminations et 613 066 décès depuis le début de la pandémie.

Le gouvernement réajuste ses prévisions de croissance et d'inflation pour 2021 et 2022, désormais plus pessimistes.

Dans son bulletin économique de novembre, le ministère de l'Economie a réduit ses prévisions de croissance par rapport à son bulletin de septembre. Il prévoit désormais une croissance du PIB de +5,1% en 2021 et de +2,1% en 2022 (contre respectivement +5,3% et +2,5% prévus en septembre)**.** En dépit de ces corrections, le gouvernement reste plus optimiste que le marché, qui table sur une croissance du PIB de +4,8% en 2021 puis de +0,7% en 2022.

Le ministère de l'Economie justifie la révision baissière de ses prévisions de croissance par la détérioration du contexte domestique depuis septembre, marqué par la hausse de l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et la dépréciation du change. Il souligne également les difficultés que rencontrent les principaux partenaires commerciaux du Brésil (Chine, Europe, Etats-Unis), impactés par la pénurie d'intrants industriels et l'accélération de l'inflation. Il considère néanmoins que deux facteurs principaux devraient supporter l'activité économique en 2021 et 2022 : la récupération de l'emploi et l'investissement privé.

Le ministère de l'Economie a rehaussé sa prévision d'inflation (mesurée par l'indice des prix à la consommation large, IPCA) à +9,7% pour 2021 (contre +7,9% prévu en septembre), soit un niveau bien supérieur à la fourchette cible de la BCB (3,75 +- 1,5 p.p.). Le rapport met en évidence l'accélération de l'inflation des prix énergétiques (essence et électricité) et des prix des services, conjuguée à une décélération des prix alimentaires et industriels. **En outre, le gouvernement a modifié sa prévision d'inflation mesurée par l'indice INPC[1] à 10,0% pour 2021 (contre 8,4% prévu en septembre)**.

Ces nouvelles prévisions sont susceptibles d'impacter les processus budgétaires en cours. Sous réserve que le Parlement approuve la proposition d'amendement constitutionnel (PEC 23 dite « des *precatórios* »)[2], il est possible que le gouvernement lui soumette un nouveau projet de budget 2022 (PLOA). **Cette seconde version du budget inclurait ainsi trois amendements principaux** : i/ les modifications liées à la PEC 23 (report partiel des *precatórios* et modification de la règle du plafond des dépenses) ; ii/ une nouvelle estimation du budget de l'*Auxílio Brasil* (actuellement budgété du même montant que la *Bolsa Família*) ; et iii/ des révisions des hypothèses économiques du gouvernement pour établir le budget. En effet, **la PLOA actuelle est fondée sur des hypothèses du ministère de l'Economie datant de juillet 2021, désormais peu réalistes** : le gouvernement y prévoyait un taux d'inflation IPCA de +5,9% en 2021, un taux d'inflation INPC de +6,2% en 2021 et un taux de croissance de +2,5% en 2022.

La création de l'aide d'urgence n'a pas empêché une baisse du revenu moyen en 2020 mais a contribué à réduire les inégalités de revenus.

L'IBGE a publié son enquête annuelle *PNAD Contínua*, dans laquelle il révèle l'évolution de certaines statistiques socio-économiques en 2020. **Selon l'enquête, le revenu mensuel réel des ménages brésiliens par habitant est passé, en moyenne, de 1410 BRL en 2019 à 1349 BRL en 2020[3][4] (cf. tableau 1).**

Cette évolution s'explique principalement par la baisse des revenus du travail dans le revenu total

[1] L'INPC est l'indice de prix à la consommation pour les familles dont le revenu est compris entre 1 et 5 salaires minimums. Il est utilisé comme référence pour les négociations salariales, dans l'ajustement annuel du salaire minimum par le gouvernement et des dépenses obligatoires au sein du budget (notamment des prestations sociales).

[2] Voir les brèves économiques et financières du 29 octobre au 4 novembre 2021 et celles du 5 au 11 novembre 2021.

[3] 213 EUR au taux de change en vigueur fin 2020.

[4] Ces 1 349 BRL correspondent à un revenu moyen rapporté à l'ensemble de la population (211 M de personnes), ie. y compris les membres du ménage qui ne perçoivent pas de revenu. A titre de comparaison, en 2020, le revenu moyen reçu par les 128,7 M de personnes qui reçoivent un revenu quelconque s'élève 2 213 BRL et le salaire moyen reçu par les 84,7 M de personnes qui reçoivent un revenu du travail s'élève à 2 447 BRL.

des ménages, de 74,4% en 2019 à 72,8% en 2020, sous l'effet notable de la baisse de l'emploi. En effet, le nombre de personnes recevant un revenu du travail est passé de 92,8 M en 2019 (44,3% de la population) à 84,7 M en 2020 (40,1%) (cf. tableau 2). **La part des retraites et pensions dans le revenu a également baissé** (de 18,7% à 17,6%). Ce recul peut s'expliquer en partie par le fort taux de mortalité lié à la Covid-19 des personnes âgées, qui a réduit le nombre de bénéficiaires à ces prestations. Une autre raison, évoquée par l'IBGE, peut être trouvée dans le blocage de l'INSS à verser ces prestations, car les agences de services ont été fermées une bonne partie de l'année. **La seule source qui a vu sa part augmenter dans le revenu est celle des « autres revenus »** (de 3,4% en 2019 à 7,2% en 2020). En effet, le nombre de personnes recevant un « autre revenu » est passé de 16,4 M en 2019 (7,8% de la population) à 30,2 M en 2020 (14,3% de la population). Cette catégorie de revenu regroupe diverses sources telles que les aides sociales, les revenus financiers et l'assurance-chômage. Notamment, **la création de l'*Auxílio Emergencial* (AE)[5] a joué un rôle significatif dans cette catégorie**.

A ce titre, l'enquête de l'IBGE apporte des éléments complémentaires concernant la perception des aides sociales par les ménages brésiliens (cf. tableau 3). La part des ménages bénéficiant de la *Bolsa Família* (BF)[6] au sein de la population brésilienne a diminué de 14,3% en 2019 à 7,2% en 2020, et celle recevant le BPC[7] a baissé de 3,5% à 3,1%. En revanche, la part des ménages ayant reçu d' « autres programmes sociaux », au sein desquels figure notamment l'AE, a bondi de 0,7% en 2019 à 23,7% en 2020. D'ailleurs, l'augmentation des bénéficiaires de l'AE contribue à expliquer la baisse concomitante des bénéficiaires de la BF, car ces derniers pouvaient le remplacer par l'aide d'urgence si son montant se révélait supérieur à celui de la BF qu'ils percevaient auparavant.

Enfin, l'enquête de l'IBGE révèle que les inégalités de revenu se sont réduites en 2020, bien qu'elles restent toujours très fortes. L'indice de Gini[8] de revenu moyen des ménages par habitant a en effet reculé de 0,544 en 2019 à 0,524 en 2020. Par ailleurs, **le ratio entre le revenu moyen du 1% de la population la plus riche et le revenu moyen des 50% les plus pauvres est passé de 40 en 2019 à 35 en 2020.** Une évolution qui s'explique par la baisse du revenu de la catégorie des brésiliens les mieux rémunérés (de 17 446 en 2019 à 15 816 BRL en moyenne en 2020) conjuguée à la hausse du revenu des brésiliens les moins bien rémunérés (de 436 à 453 BRL).

Evolution des marchés du 19 au 25 novembre 2021.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	**+3,2%**	**-11,2%**	105 868
Risque-pays (EMBI+ Br)	**+7pt**	**+85pt**	345
Taux de change R$/USD	**+0,8%**	**+7,9%**	5,60
Taux de change R$/€	**-0,6%**	**-1,2%**	6,27

* Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

[5] Voir les brèves économiques et financières du 5 au 11 novembre 2021.
[6] Voir les brèves économiques et financières du 12 au 18 novembre 2021.
[7] Le *Benefício de Prestação Continuada* (BPC) est une prestation sociale qui garantit un revenu mensuel égal à un salaire minimum aux personnes handicapées et aux personnes âgées de plus de 65 ans qui prouvent qu'elles n'ont pas les moyens de subvenir elles-mêmes à leurs besoins ou de les faire assurer par leur famille.
[8] L'indice de Gini mesure les inégalités de revenu dans la société : 0 décrit une égalité parfaite tandis que 1 signifie une inégalité parfaite. Toute baisse de ce coefficient représente donc une baisse des inégalités.

Figures de la semaine : statistiques socioéconomiques de l'enquête *PNAD Contínua 2020* de l'IBGE.

Tableau 1. Revenu moyen mensuel réel des ménages par habitant et participation des sources de revenus

	2019	2020
Revenu total (BRL)	1 410	1 349
Composition du revenu (% du revenu total)		
Revenus du travail	74,4	72,8
Autres sources	25,6	27,2
Retraite et pensions	18,7	17,6
Autres revenus	3,4	7,2
Assurance-chômage, aides sociales, revenus financiers, etc.		
Revenus des loyers et crédits-bails	2,4	1,5
Pension alimentaire, donation et argent de poche	1,2	0,8

Source : IBGE, PNAD Contínua 2020.

Tableau 2. Evolution de la population résidente brésilienne, par type de revenu

	Nombre de personnes (millions)		Proportion (% population totale)	
	2019	2020	2019	2020
Population totale	209,5	211,1		
Population recevant un revenu	128,9	128,7	61,5	61,0
Population recevant un revenu, par source de revenu :				
Revenus du travail	92,8	84,7	44,3	40,1
Autres sources	49,5	59,7	23,6	28,3
Retraite et pensions	27,3	26,2	13,0	12,4
Autres revenus	16,4	30,2	7,8	14,3
Assurance-chômage, aides sociales, revenus financiers, etc.				
Revenus des loyers et crédits-bails	4,2	2,7	2,0	1,3
Pension alimentaire, donation et autres indemnités	5,3	3,5	2,5	1,7

Source : IBGE, PNAD Contínua 2020.

Tableau 3. Evolution des ménages bénéficiaires ou non d'aides sociales (par type d'aide sociale)

	Nombre de ménages (millions)		Proportion (% nombre de ménages total)	
	2019	2020	2019	2020
Nombre de ménages total	70,6	71,6		
Ménages ayant reçu la Bolsa Familia	10,1	5,2	14,3	7,2
Ménages ayant reçu le BPC	2,5	2,3	3,5	3,1
Ménages ayant reçu une autre aide sociale dont l'aide d'urgence	0,5	16,9	0,7	23,7

Source : IBGE, PNAD Contínua 2020.

Indice de Gini des revenus des ménages par habitant

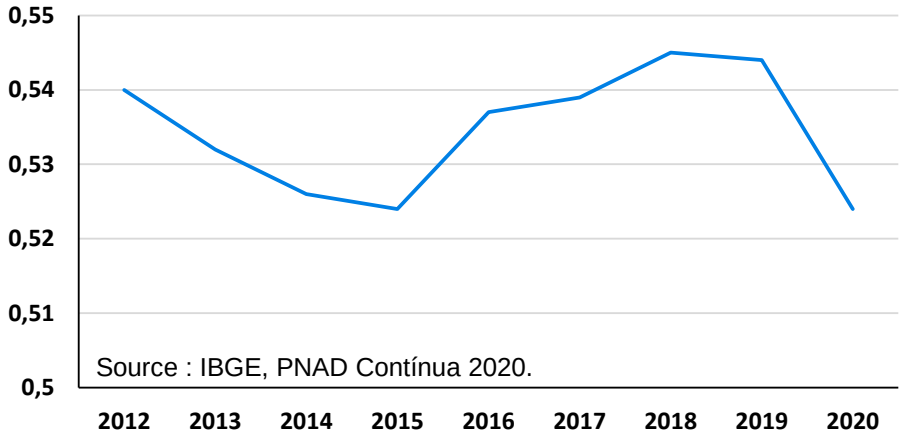


Tableau 4. Revenu moyen mensuel réel des ménages par habitant, par classe de revenu

Classe de revenu	2012	2019	2020	Variation 2019-20 (%)	Variation 2012-20 (%)
[0 ; 5%[	69	53	55	3,8	-20,3
[5% ; 10%[	184	170	200	17,6	8,7
[10% ; 20%[	290	296	325	9,8	12,1
[20% ; 30%[	416	437	463	5,9	11,3
[30% ; 40%[	545	583	596	2,2	9,4
[40% ; 50%[	697	754	751	-0,4	7,7
[50% ; 60%[	883	967	944	-2,4	6,9
[60% ; 70%[	1 083	1 169	1 131	-3,3	4,4
[70% ; 80%[	1 419	1 535	1 456	-5,1	2,6
[80% ; 90%[	2 053	2 203	2 079	-5,6	1,3
[90% ; 95%[	3 231	3 448	3 260	-5,5	0,9
[95% ; 99%[	6 051	6 417	5 991	-6,6	-1,0
[99% ; 100%[	15 891	17 448	15 816	-9,4	-0,5
[0 ; 50%[	415	436	453	3,9	9,2
Ratio 1% le plus riche / 50% le plus pauvre	38,3	40,0	34,9		

Source : IBGE, PNAD Contínua 2020.
Lecture : les 5% de brésiliens recevant les revenus les plus faibles percevait un revenu moyen de 55 BRL, les personnes ayant un revenu compris entre 5% et 10% de la distribution des revenus de la population avaient un revenu moyen de 200 BRL

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasília
Rédacteurs : Tristan Gantois, Julio Ramos-Tallada

Pour s'abonner : tristan.gantois@dgtresor.gouv.fr
Crédit photo : ©marchello74